La pluralité des mondes industriels (XVII^e-XIX^e siècles). Faire de l'histoire avec Gérard Gayot

Colloque international, Lille, 14-16 janvier 2010

Guillaume Garner

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/227>

DOI : 10.4000/ifha.227

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2010

Pagination : 67-75

ISSN : 2190-0078

Référence électronique

Guillaume Garner, « La pluralité des mondes industriels (XVII^e-XIX^e siècles). Faire de l'histoire avec Gérard Gayot », *Revue de l'IFHA* [En ligne], 2 | 2010, mis en ligne le 01 février 2013, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/227>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

©IFHA

La pluralité des mondes industriels (XVII^e-XIX^e siècles). Faire de l'histoire avec Gérard Gayot

Colloque international, Lille, 14-16 janvier 2010

Guillaume Garner

NOTE DE L'ÉDITEUR

Rapport établi par Guillaume Garner

- 1 Durant toute sa carrière, Gérard Gayot (1941-2009) fut un défenseur et un praticien infatigable d'une histoire économique et sociale attentive aux hommes et à leur vécu, aux territoires de l'économie ainsi qu'aux institutions du commerce et de la fabrique. La diversité de ses champs de recherche n'était pas seulement thématique mais également géographique : il faisait partie de ces rares historiens français de l'économie qui avaient exploré les archives allemandes, notamment celles des foires de Leipzig, et il avait régulièrement fait des séjours à Göttingen, au sein de l'Institut Max-Planck d'Histoire et de la MHFA. Un an après son décès fut donc organisé ce colloque d'hommage par différentes institutions, auxquelles l'IFHA avait tenu à s'associer. La multiplicité des centres d'intérêt de Gérard Gayot s'est reflétée dans la palette des thèmes abordés, ces derniers ayant été regroupés en quatre sessions.
- 2 Placée sous la présidence de Jean-Pierre Hirsch (Lille) et Serge Chassagne (Lyon), la première fut consacrée aux acteurs du capitalisme, à savoir les entrepreneurs et les rapports qu'ils entretiennent avec un environnement institutionnel précis et en mutation.
- 3 Arnaud Bartolommei (Nice), en étudiant les marchands français à Cadix entre la fin du XVIII^e et le début du XIX^e siècle, souligna la nécessité de mettre à distance le modèle de l'*homo oeconomicus* tourné vers la maximisation du profit. Il constata en effet qu'en dépit d'une conjoncture économique défavorable, en particulier en ce qui concerne le

commerce colonial, les marchands français restèrent présents à Cadix. La cause principale de ce maintien est selon lui à chercher dans la nécessité pour ces marchands de recouvrer les créances détenues sur la place de Cadix, ainsi que dans une perception insuffisante de la gravité de la crise et dans le caractère très routinier des opérations de commerce. C'est donc le poids des outillages mentaux qui expliquerait la sédentarité des marchands français, en dépit de l'érosion des taux de profit permis par le commerce colonial.

- 4 Guillaume Garner (Francfort) proposa quelques réflexions sur les rapports entre autorités politiques et détenteurs de capitaux – les « capitalistes » – à partir de l'exemple de la ville de Mayence au XVIII^e siècle (« Réguler le « capitalisme » au XVIII^e siècle : l'exemple de Mayence »). Les grands marchands y sont regroupés dans une guilde, le *Handelsstand*, créée en 1747 par l'électeur de Mayence pour encourager l'essor du grand commerce. Chargé de formuler des propositions de politique économique, ce corps est un moyen pour les marchands de veiller à la moralité des acteurs du commerce et dans le même temps de limiter la concurrence : l'installation des grands marchands étrangers est ainsi souvent refusée au nom de la difficulté à contrôler les flux de capitaux qu'ils engendrent, alors que les autorités cherchent au contraire à offrir des conditions à même d'attirer ces « capitalistes » étrangers. Par-delà ces divergences, un élément de consensus entre marchands et le pouvoir mayençais se dégage : la participation du *Handelsstand* à la régulation économique, dont les marchands ne sont donc pas seulement des objets, mais aussi des acteurs.
- 5 Guillaume Foutrier (Paris) aborda ensuite le cas de la Société Libre de Commerce de Rouen entre 1796 et la Révolution de Juillet. Cette institution connaît des débuts hésitants, en raison de la difficulté pour les acteurs du Commerce d'organiser et d'exprimer collectivement leurs intérêts dans la France révolutionnaire. Après la restauration de la Chambre de Commerce de Rouen en 1802, la Société devient l'organe des fabricants, tout en gardant des relations avec la Chambre de Commerce et les grands négociants qui y sont présents, et défend le principe de la liberté dans l'industrie en dépit des débats houleux que provoque la question en son sein. Au total, son influence est limitée – dans le domaine de l'innovation technique, les résultats de son action sont modestes – et cet échec relatif est typique des hésitations qui accompagnent l'émergence et l'affirmation d'une classe de manufacturiers pendant les débuts de la première industrialisation.
- 6 Mohammed Kasdi (Lille) montra ensuite l'intérêt qu'il y a à considérer le cas de la région lilloise comme révélatrice des modalités et de la temporalité spécifiques de la mécanisation de la production industrielle en France. L'introduction des machines, et notamment des mécaniques à filer, s'y produit en effet à partir des années 1790 dans l'enceinte de la ville, et elle est le fait de nombreux entrepreneurs de taille relativement modeste qui restent dépendants du grand commerce tant pour la fourniture des matières premières que pour l'écoulement de la production. La région lilloise est donc un exemple de rupture ayant porté sur les moyens de production, mais non sur l'organisation économique qui reste très proche de celle de l'économie proto-industrielle.
- 7 Abordant le cas du patronat industriel saxon dans la première moitié du XIX^e siècle, Steffen Sammler (Leipzig) revint sur les attentes institutionnelles des fabricants et manufacturiers d'une région marquée par le poids relativement faible de l'artisanat corporatif. Si ces industriels étaient dans l'ensemble relativement hostiles au modèle

prussien marqué par le poids selon eux excessif de l'État, ils se référèrent dans leurs débats au modèle anglais et au modèle français issu de la période révolutionnaire. Il importe cependant de préciser que les débats ne portaient pas seulement sur des questions économiques (la régulation des relations de travail, l'organisation du crédit industriel), mais avaient également une forte dimension politique, les partisans du modèle anglais prônant l'établissement d'une monarchie constitutionnelle tandis que ceux du modèle français étaient attachés aux principes républicains.

- 8 La deuxième session, animée par Dominique Margairaz (Paris) et Matthieu de Oliveira (Lille) fut consacrée au thème des « produits et circuits du commerce », deux notions étroitement liées entre elles.
- 9 Ce lien fut illustré par Olivier Raveux (Aix-Marseille) à partir du cas de Dominique Ellia, indien arménien originaire de Constantinople et établi à Marseille entre 1669 et 1683. Maîtrisant certaines techniques nécessaires à la confection des indiennes, il développa d'abord en relation avec des marchands-fabricants d'origine arménienne, puis avec des artisans marseillais, une production d'indiennes de qualité moyenne (qui, pour cette raison, ne concurrençait pas les compagnies de commerce privilégiées) qui sut s'adapter aux goûts des consommateurs européens. Ce cas individuel montre ainsi comment transfert technologique, élaboration et diffusion de nouveaux produits et établissement de relations personnelles se combinent pour contribuer à la genèse d'un nouveau marché.
- 10 C'est à l'articulation du commerce de détail et du grand commerce que Julien Villain (Paris) consacra sa contribution, à travers le cas des marchands-magasiniers lorrains pendant le XVIII^e siècle (« Les activités commerciales des marchands-magasiniers lorrains (années 1750 et 1760) : espaces et filières d'un commerce de gros au XVIII^e siècle »). Ceux-ci pratiquent essentiellement un commerce d'importation, très marqué pour les étoffes par le rythme des foires sur lesquelles ils s'approvisionnent, tandis que les produits coloniaux qu'ils redistribuent transitent par Lyon, Orléans et la vallée du Rhin. Ils s'adressent pour l'essentiel à de petits marchands-détaillants ruraux, non spécialisés, avec lesquels les rapports sont très stables dans la durée, ce qui explique la formation de relations de crédit entre ces différents marchands, les foires rurales jouant dans l'établissement de ces relations commerciales un rôle qui reste fondamental tout au long du XVIII^e siècle.
- 11 Jean-François Belhoste (Paris) montre comment la construction et l'évolution d'un marché reposent entre autres sur la collaboration entre les marchands-merciers, grossistes assurant l'importation de la laine et des teintures ainsi que la redistribution des draps dans les villes de province, et les marchands-tailleurs qui travaillent à façon et assurent l'écoulement des draps auprès des clients (« Le commerce du drap et des habits à Paris au XVII^e siècle »). Au XVIII^e siècle, ces derniers jouent un rôle majeur dans l'évolution du marché du drap, marquée par l'essor du drap fin, l'ajout d'accessoires et l'apparition de couleurs et de façonnés nouveaux.
- 12 S'intéressant à la question cruciale de la certification de la qualité à travers des labels (en l'occurrence le *made in Italy*) et aux effets de réputation de certains produits, Marco Belfanti (Brescia) s'attacha à démontrer à quel point la continuité proclamée entre le bon goût italien issu des ateliers artisanaux de la Renaissance et les productions de luxe issues des petites et moyennes entreprises des districts industriels de l'Italie du Nord est une fiction qui occulte le déclin de l'artisanat des villes italiennes aux XVIII^e et XIX^e siècles (« Renaissance et « *made in Italy* ». L'invention d'une identité culturelle pour

l'industrie de la mode au XIX^e siècle »). Celle-ci a été élaborée principalement à partir des années 1950 (après une première tentative dans les premières années du XX^e siècle) et a permis de créer un « effet Renaissance » qui a largement contribué à la réputation, partant au succès international des produits de l'industrie de la mode italienne.

- 13 Présidée par Patrick Verley (Genève) et Didier Terrier (Valenciennes), la troisième session porta sur « la dynamique des territoires », en s'attachant à préciser la définition d'un concept de territoire devenu flou à force de polysémie.
- 14 Igor Moullier (Lyon) choisit de diriger son regard sur un territoire auquel Gérard Gayot avait consacré plusieurs recherches, la Belgique, en s'interrogeant sur son statut dans la politique économique du Ministère de l'Intérieur pendant le Consulat et l'Empire (« Un territoire comme les autres ? Les départements belges et la politique industrielle napoléonienne (1799-1814) »). Celle-ci représente en effet, à bien des égards, un laboratoire pour l'introduction des nouvelles techniques de production anglaises que l'administration napoléonienne entendait promouvoir. Mais les éléments de relative continuité ne doivent pas être perdus de vue : à travers les institutions mises en place sous le Consulat, les marchands et fabricants purent disposer d'institutions leur permettant d'engager un dialogue avec les autorités françaises. L'un des résultats fut la possibilité de reprendre les anciens règlements dans deux domaines-clés – les modes de fabrication et le contrôle de la main-d'œuvre – pourvu que les apparences de l'ancienne organisation corporative ne soient pas ressuscitées. La prospérité industrielle de ces départements reposa donc au total moins sur une politique volontariste de soutien direct que sur le « bienveillant silence » du gouvernement et de l'administration sur les pratiques d'autorégulation de ces marchands et fabricants.
- 15 Jean-Michel Minovez (Toulouse) a analysé l'évolution de l'organisation de la production lainière dans le Sud de la France, entre 1650 et 1850. Celle-ci est au départ fondée sur des aires de spécialisation impliquant une main-d'œuvre rurale en attente de ressources complémentaires, des marchands donneurs d'ouvrage et prenant en charge l'importation des laines espagnoles, les apprêts de la laine peignée se faisant à l'extérieur de ces aires. Cette organisation est remise en cause au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles, avec l'émergence de territoires industriels, consomitante du déclin de la plupart de ces aires traditionnelles. Ceux-ci reposent sur la mécanisation du travail, localisé dans les villes et non plus dans les campagnes, la maîtrise de l'écoulement des produits par les industriels et l'émergence d'une division du travail entre les entreprises géographiquement proches les unes des autres (« Des aires de spécialisation aux territoires industriels, 1680-1850 : les espaces productifs de la laine du Midi »).
- 16 Davis Celetti (Padoue) souligna que l'artisanat rural fut, jusque dans les années 1860, le cadre d'une production de chanvre contrôlée par des marchands-entrepreneurs qui vendaient fils, tissus et cordages sur les marchés italiens et internationaux (« De l'artisanat rural au monopole industriel. La production de fils et de toiles de chanvre en Italie du Nord (1796-1914) »). Cette manufacture rurale (regroupant des milliers de filatures et des métiers à tisser dispersés dans les campagnes) maintient son importance jusque dans la seconde moitié du XIX^e siècle, avant que se forment de véritables entreprises industrielles dont la principale est le « *Linificio e Canapificio Nazionale* » (LCN) fondé en 1873. Cette entreprise bénéficie à la fois d'investissements importants qui lui permettent de mécaniser la production, et d'une force de frappe financière qui facilite le rachat d'entreprises, jusqu'à acquérir dans les années 1920 une position de monopole, indispensable à l'amortissement de coûts unitaires élevés.

- 17 Jean-Luc Mastin (Lille) souligna que, si l'agglomération de Roubaix-Tourcoing possède plusieurs traits d'un district industriel, elle s'en différencie par une structure de l'investissement très concentrée, au sein d'un système financier dominé par quelques grandes familles (« Roubaix-Tourcoing (seconde moitié du XIX^e siècle) : dépasser le district industriel »). À la fin du XIX^e siècle, la désagrégation du système de la fabrique renforce cette emprise du négoce et de la finance qui s'exerce dans le cadre de firmes familiales. La croissance de l'industrie textile fut donc financée par un endettement généralisé, reposant sur des opérations mutuelles de crédit, mais également sur le crédit bancaire. C'est pourquoi Roubaix-Tourcoing s'affranchit à partir des années 1860 de sa dépendance financière envers la place lilloise et s'intègre au système bancaire national. Cette politique lui permit dans le même temps d'accentuer une intégration régionale qui aboutit à l'émergence d'une situation de monopole au début du XX^e siècle.
- 18 Cette session s'acheva sur une discussion collective autour des institutions et des futurs possibles du capitalisme, discussion qui fut ouverte par une contribution de Nicolas Postel et Richard Sobel (Lille) dans laquelle les deux intervenants plaidèrent pour une relecture de Karl Polanyi (« De l'intérêt de l'approche historique dans une perspective institutionnaliste : l'apport de Karl Polanyi »). À l'opposé de la théorie économique standard, Polanyi défend en effet une conception « substantive » de l'économie, qui tient compte du caractère fictif des trois principales marchandises échangées sur le marché : travail, terre et monnaie. La « Grande Transformation » peut être lue comme une réaction à un processus de marchandisation croissant, mis en marche au XIX^e siècle, et la période 1945-1975 représenterait une phase de « démarchandisation », valable en particulier pour la monnaie et le travail. À cette phase a succédé à partir des années 1970 un processus de « remarchandisation » dont les conséquences sont visibles aujourd'hui, dans une crise économique qui est également une crise de civilisation.
- 19 La dernière session du colloque, animée par Corine Maitte (Marne-la-Vallée) et Denis Woronoff (Paris), porta sur un thème cher à Gérard Gayot : le monde ouvrier, ou les mondes ouvriers, dans la mesure où Gérard Gayot avait dans ses travaux mis en évidence la pluralité des identités ouvrières.
- 20 Samuel Guicheteau (Nantes) souligna la diversité des mondes ouvriers dans la région nantaise pendant les débuts de l'industrialisation. On n'y trouve pas d'évolution linéaire vers une concentration et une mécanisation de la production, comme le montre le maintien du travail dispersé et du travail à façon (« Les ouvriers du textile à Nantes au temps de l'industrialisation (1810-1840) »). Ces différents groupes ouvriers sont certes tous confrontés à l'industrialisation, mais celle-ci n'aboutit pas à une homogénéisation de leur travail, ce qui explique la persistance d'un fort sentiment d'appartenance à un « métier » (dans lequel l'apprentissage familial joue un rôle important). À partir des années 1840, les sociétés de secours mutuel contribuent à la formation d'une conscience ouvrière qui est plus « professionnelle » que « collective », et qui est surtout masculine, les femmes (pourtant majoritaires dans les filatures) étant largement exclues des revendications formulées collectivement.
- 21 François Jarrige (Le Mans) consacra sa communication à l'un des thèmes privilégiés de Gérard Gayot : le statut des tondeurs de draps et leurs réactions à la mécanisation (« „ Brisons, cassons hardi ! “ : la diffusion conflictuelle du tondage mécanique des draps en Europe (1800-1830) »). L'introduction des machines représentait une menace qui remettait directement en cause leur qualification et leur savoir-faire. Très soucieux de préserver les gestes et le savoir incorporé qui faisaient la spécificité de leur travail, les

tondeurs n'en ont pas moins réagi de manière très variable à l'introduction des machines : alors que dans certaines villes, ces « tueuses de bras » ont provoqué des émeutes violentes, telles celles de Vienne (Isère) en 1819, les réactions ont été beaucoup plus pacifiques dans d'autres (Sedan, Elbeuf, par exemple). Cette diversité, qui se retrouve à l'échelle européenne, s'explique par différents facteurs, dont les principaux sont le rythme plus ou moins rapide de l'introduction de ces machines, la diversité des espaces manufacturiers ou les traditions politiques et militantes en vigueur.

- 22 Le bouleversement social provoqué par une industrialisation rapide et des mouvements migratoires vers les villes a été au centre de l'intervention de Chantal Pétillon (Valenciennes) (« La communauté ouvrière au prisme de la délinquance dans la région lilloise (1840-1880) »). À partir des registres d'écrou, elle proposa une étude statistique de la petite délinquance en milieu ouvrier entre les années 1840 et les années 1880 dans la région lilloise, c'est-à-dire un territoire manufacturier organisé autour de l'industrie textile. Parce qu'elle connaît un essor notable et parce qu'elle donne une acuité particulière à la question sociale, la petite délinquance est un élément décisif permettant de comprendre la nature du monde ouvrier et ses évolutions à une époque de forte migration vers l'agglomération lilloise.
- 23 Nadège Sougy (Neuchâtel) s'est tournée vers les gestes concrets du travail ouvrier en s'attachant à préciser leur impact économique (« Les gestes de la valorisation : fabriquer des charbons (XIX^e-XX^e siècles) »). La production de charbon ne se réduit en effet pas à la phase d'extraction dans les mines, mais comporte également des phases de transformation faisant de la matière première un produit commercialisable. Les méthodes de l'anthropologie historique, reposant sur l'utilisation de nombreuses sources iconographiques, permettent de reconstituer ces gestes, et montrent également qu'avec l'essor de la mécanisation et une attention toujours croissante portée à la qualité des produits, le statut de ces travailleurs, tout en étant différencié et hiérarchisé, connaît une revalorisation certaine qui en fait progressivement des travailleurs qualifiés.
- 24 Jean-Paul Barrière (Lille) s'est quant à lui intéressé à la question de la santé au travail à travers un procès exemplaire qui s'est tenu en 1884-1885 (« Le patron, le médecin et l'ouvrier : le procès des Hospices de Lille contre le cérusier lillois Ulmar-Villette dans le dernier tiers du XIX^e siècle »). Il est provoqué par une plainte des Hospices de Lille contre un industriel producteur de céruse, qui est accusé, par sa négligence, d'être responsable des intoxications saturnines ayant touché plusieurs ouvriers. Ce procès est le résultat d'un processus plus ancien de prise de conscience des dangers sanitaires liés à certains types de travaux, qui rend en particulier les médecins de plus en plus sensibles à cette question. En dépit de la condamnation de l'entreprise concernée, la reconnaissance des problèmes sanitaires liés aux conditions de travail n'en demeure pas moins incertaine, étant dépendante des tensions opposant différents acteurs : médecins de plus en plus volontaristes, syndicats ouvriers mobilisés sur cette question à partir des années 1880, milieux patronaux tentant de nier le lien entre conditions de travail et maladie et autorités locales soutenant ces derniers au nom des intérêts économiques en jeu.